

mand Maffrai, qui a introduit M. Louis-Napoléon dans le grand salon d'honneur. La visite du président de la République a duré environ trois quarts d'heure, après laquelle M. le président de l'Assemblée a reconduit avec le même cérémonial le président de la République. — Lorsque, il y a quelques jours, M. Maffrai alla faire sa visite au président, celui-ci l'avait reçu avec les mêmes égards et la même distinction.

MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL, 30 JANVIER 1849.

LE DISCOURS DU TRONE.

L'hon. M. Lafontaine s'est levé et s'est exprimé avec une force de raisonnement accablante pour celui auquel l'hon. membre s'adressait. Il a commencé par dire que l'hon. membre pour le 4^e Riding d'York (Baldwin) ayant déjà répondu aux attaques de plusieurs honorables membres, il (M. Lafontaine) s'adresserait spécialement à l'hon. membre pour St. Maurice : "Je suis fort aise, a ajouté M. Lafontaine, de voir que l'hon. membre pour St. Maurice remonte aux années 1841 et 1844 pour commenter ma conduite. L'hon. membre me met ainsi en position de me venger moi-même et de venger mes amis. — Je crois que l'intention des auteurs de l'Acte d'Union a été d'écraser les Canadiens-Français. J'ai exprimé cette pensée en plein parlement lorsqu'il siégeait à Kingston, comme le dit l'hon. membre ; mais j'ai ajouté alors que l'intention des auteurs de cet Acte avait été d'écraser, parce que leurs moyens d'action étaient incomplets. Je n'avais pas de siège au parlement en 1841, la violence me l'avait ravi ; mais en 1842, je suis monté à Kingston, et c'est alors que Sir Charles Bagot m'a invité à prendre part à l'administration. Je préférais demeurer dans la vie privée pour ma tranquillité et mon avantage personnel ; mais mes amis me contraignirent à accepter cette offre. Je crois qu'en acceptant, j'ai rempli un devoir ; et si l'est résulté de cet acte quelque avantage pour quelqu'un, celui qui en a retiré le plus grand avantage est l'honorable membre pour St. Maurice. C'était là, à mon avis, une meilleure ligne de conduite que celle luit à l'outrance que l'hon. membre voudrait nous voir encore poursuivre. Lorsque je fus dans l'administration, convaincu des bonnes intentions du gouvernement, je m'occupai de suite à rendre service à l'honorable membre. Si je n'eusse pas agi comme je l'ai fait, si j'eusse voulu, comme nous le conseille l'hon. membre, combattre le gouvernement à outrance, l'hon. membre serait peut-être encore à étudier dans la ville de Paris les différentes formes de gouvernement ou sympathiserait avec des mouvements révolutionnaires. Si je n'eusse pas été au ministère en 1841, j'aurais pu dire que l'on me permettait d'entrer un *nolle prosequi* contre l'hon. membre, ou que je remettrais mon portefeuille ? Ce ne sont pas des remerciements que je demande ; je ne demande que justice, cette justice qui ne s'accorde guère avec l'accusation de vénalité faite contre moi par l'hon. membre pour le comté de St. Maurice."

M. PAPINEAU. — Je ne me suis jamais servi du mot vénalité contre l'hon. membre, mais seulement contre les journalistes.

M. LAFONTAINE. — Si l'hon. membre n'a pas employé le mot *vénalité*, il a dit au moins que j'étais un homme vénal, et j'en appelle à cette honorable Chambre, pour qu'elle déclare si ce n'est pas là l'expression de l'hon. membre pour St. Maurice.

DE TOUTES PARTS. — Oui, oui ; c'est cela.

M. LAFONTAINE. — L'hon. membre prétend que j'ai sanctionné et approuvé l'Acte d'Union, en montant au pouvoir ; ne doit-il pas ajouter par là même que tous les membres qui siégeaient au parlement et tous les habitants qui ont voté, l'ont sanctionné aussi ? Mais si moi et mes collègues nous eussions refusé d'agir ainsi, où en serait-on aujourd'hui nos compatriotes, où en serait notre langue ? L'hon. membre se donne mille peines pour appliquer à l'Acte d'Union seul le mot *institutions* qui se trouve dans la harangue du gouverneur ; mais sous la constitution de 91 ne disait-on pas, "nos lois, notre langue et nos institutions ?" Est-ce que l'hon. membre prétend que par là l'on approuvait tout ce que renfermait cette constitution ? Pourquoi donc l'hon. membre travaillait-il à détruire quelques-unes de ces institutions, entre autres celle qui existait en Canada une espèce de noblesse ? Est-ce que les clauses les plus défavorables de l'Acte d'Union, celles qui ont rapport à la liste civile et à l'usage de la langue française n'ont pas été rappelées ? Oui, c'est vrai ; mais l'hon. membre trouve mal que le discours de la Chambre soit si étendu. Eh bien, que l'hon. membre me réponde, pourquoi dans la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada y avait-il toujours moins de membres présents que dans l'Assemblée actuelle ? Il est bien vrai que cette Chambre est presque toujours un complet ; mais il y a toujours cette classe, et ce qu'on de vingt membres, est une immense injustice ! L'hon. membre veut plus que cela ; il veut imiter l'exemple de nos voisins de l'autre côté de la ligne, et baser la représentation sur la population. Mais en est-il bien ainsi de l'autre côté de cette ligne ? Oui, en ce qui regarde la Chambre des représentants. Mais cette Chambre ne peut rien faire sans le sénat, et voyez la conséquence. L'état Impérial de New-York, qui envoie trente quatre à trente-six représentants à la Chambre, ne nomme que deux sénateurs ; tandis que le petit état de Rhode Island, etc., qui n'ait qu'un ou deux représentants, envoie aussi deux sénateurs au sénat. Mais ce n'est pas tout, n'y a-t-il pas la population noire qui ne peut pas voter ? N'est-ce pas cette population là qui donne aux blancs du sud un vote pour chaque cinq esclaves qu'ils possèdent ? L'hon. membre se plaint ainsi si fortement des bourgeois pourris ; mais moi, je demande à l'hon. membre pour St. Maurice comment il se fait qu'il n'ait pas tenté en 1829 de supprimer ceux de Trois-Rivières et de Sorel, alors que la Législature du Bas-Canada remodelait la représentation ? (Écoutez, écoutez.) L'hon. membre possédait alors toute son influence, il ne parla pas de faire disparaître ces bourgeois pourris, il ne parla pas de baser la représentation sur la population, mais elle fut basée sur la population et sur des divisions territoriales. D'après ce nouveau mode, tout comté contenant de 1000 à 4000 habitants avait un membre ; au-dessus de 4000, le comté avait droit à

deux membres. Que ce comté eût 30000, 40000, 50000 habitants, il n'avait que deux représentants comme le comté qui ne contenait que 4500 habitants ! (Écoutez, écoutez.) L'hon. membre parle encore de l'injustice qu'il y a à donner aux deux provinces une représentation égale ; et moi c'est dans cette partie de l'Acte d'Union que je trouve le salut du Bas-Canada. Jamais je ne consentirai qu'une des deux provinces ait une représentation plus forte que celle de l'autre ; je m'opposerais que le Haut-Canada eût un plus grand nombre de représentants que le Bas-Canada ; et je m'oppose à ce que celui-ci élise aujourd'hui plus de représentants que l'autre province. L'hon. membre pour St. Maurice aura beau nous répéter tous les jours : "Périsse la patrie, plutôt qu'une idée" qu'il lui plaît d'appeler principe ; mais moi, c'est celle-ci, "que je périsse moi, et que mes concitoyens soient sauvés." (Écoutez.) Dans son discours de trois heures, dans lequel il a blâmé tout le monde, et a été libéral dans ses accusations de vénalité, l'hon. membre pour St. Maurice a déclaré que le Bas-Canada avait toujours été dans une position d'infériorité et à la remorque du Haut-Canada. S'il en a été ainsi, que l'hon. membre me réponde, comment se fait-il que le siège du gouvernement ait été transféré du Haut au Bas-Canada ? Je croyais, comme je le crois encore, que ce n'était que justice pour toutes les parties de la population que le siège du gouvernement fût en un lieu où les races se trouvaient sur un pied d'égalité. Je comprendrais bien que dans le Haut-Canada il n'en était pas ainsi, mais que nous trouverions cette égalité à Montréal ou à Québec. Aussi, j'insistais que le siège du gouvernement fût transféré à l'une ou à l'autre ville, peu m'importait laquelle, ou bien je déclarais que je sortais du ministère. Est-ce donc là une preuve que le Bas-Canada marche à la remorque du Haut-Canada ? L'hon. membre se plaint que le cabinet ne soit représenté dans cette Chambre que par deux membres du Bas-Canada ; mais je le demande à l'hon. membre, quel est celui qui a été appelé à former le ministère ? Un autre grand mal, selon l'hon. membre, c'est que le chef du département des Terres ne soit pas un Canadien-Français. Pourtant, je ne crains pas de l'affirmer, les Canadiens-Français ont un accès beaucoup plus facile et sont traités beaucoup mieux dans ce Département sous l'administration d'un Haut-Canadien, qu'ils ne l'ont été sous l'administration précédente, alors que ce département se trouvait sous les soins d'un Canadien-Français, le frère même de l'hon. membre ! Malgré cela, l'hon. membre n'est pas un homme de parti ! c'est le seul honnête homme dans la Chambre ! c'est le seul homme qui ait du patriotisme ! c'est surtout un homme d'auteur parti ! Pourtant l'hon. membre élirait tout particulièrement les institutions de l'autre côté des lignes, où se trouvent toutes sortes de partis, tels que les Whigs, les Démocrates, les Locofocos, les Barnburners, les Hunkers, etc. (Rires.) ; et si jamais le Canada venait à faire partie de la confédération, l'hon. membre ne réussirait guère avec son principe "qu'il ne doit pas y avoir de partis." Sans doute, qu'il dirait à ses nouveaux alliés, qu'ils se sont trompés jusque là ; qu'ils doivent cesser d'avoir des partis ? L'hon. membre oublie peut-être que là où se trouve le gouvernement représentatif, se trouvent par là même des partis ! L'hon. membre se plaint encore de la nomination de certains juges, et emploie le mot de "juge complaisant" envers M. Bédard dont au moins la vie passée aurait dû le protéger d'une semblable insinuation. Ce n'est pas le gouvernement qui a fait des juges sur le Banc ; ce n'est pas lui qui a fait résigner le juge Gault, ce n'est pas lui non plus qui a fait mourir le juge Jones. Quant à l'hon. juge nommé à Québec, je ne pense pas que l'on pût faire une meilleure nomination, puisque ce monsieur possédait à la fois des connaissances légales fort étendues, et, comme a dû l'avouer l'hon. membre lui-même, la confiance du peuple et de la couronne. L'hon. membre se récrie contre le patronage immense de la couronne en Canada, et affirme qu'il n'y a que douze juges en Angleterre. Je suis quelque peu porté à croire que l'hon. membre n'a pas touché à son Blackstone depuis longtemps. Car en Angleterre, il n'y a pas seulement douze juges, il y en a des centaines ! (Écoutez.) Pourtant je doute qu'il y ait au monde un pays où l'on ait plus de confiance qu'en Angleterre dans l'administration de la justice. Si l'hon. membre avait vu le résultat de l'appel fait en Angleterre au sujet de la nomination d'un juge à Montréal, il pourrait comprendre sur les épaules de qui repose la responsabilité de ce qui a eu lieu. L'hon. membre reproche au cabinet de n'avoir pas parlé, dans le discours du Trône, de l'indemnité pour les pertes souffertes durant les troubles de 1837 et 1838. Mais est-ce que l'on peut ou doit parler, dans le discours du Trône, de tout ce que l'on se propose de faire dans une session ? D'ailleurs l'hon. membre ignore peut-être qu'immédiatement après la réponse du Trône, il doit être soumis une mesure à cet effet ? Il ignore peut-être que par son discours il a retardé de vingt-quatre heures l'introduction de cette mesure ? Mais l'hon. membre trouve que le Canada va bientôt avoir le sort de l'Irlande, et là-dessus nous lance une attaque contre le ministère. Cette comparaison n'en est pas une, il n'y a pas de parti. Le Haut et le Bas-Canada ont dans la législature un égal nombre de représentants ; l'Irlande n'a pas la moitié de la représentation de l'Angleterre. Si l'Irlande avait autant de représentants que l'Angleterre, elle ne serait pas aujourd'hui dans l'état où elle est. J'ai donc la confiance que le temps est encore bien éloigné avant que le Canada en soit réduit à une position pareille. Mais ce que je ne m'explique pas, c'est de voir l'hon. membre pour St. Maurice montrer tant de sympathies pour l'Irlande, et cependant vouloir maintenir le bill de l'émigration de l'an dernier. L'hon. membre sait-il que, pendant que l'armateur a à payer une taxe de dix chellins, il en exige une de trente chellins de la part du pauvre émigré ? L'hon. membre m'a attaqué personnellement au sujet d'une pétition contre l'Union. Il est vrai que je ne voulais pas signer la pétition dont parle l'hon. membre, et qui venait de Québec ; mais je ne fus pas seul ; les meilleurs amis de l'hon. membre en firent autant. Et pourquoi l'hon. membre nous ce refus ? Parce que cette pétition, dressée par feu M. John Neilson, renfermait une clause qui censurait le dernier Parlement du Bas-Canada ; parce que la signer, c'était été signer notre propre condamnation ! (Écoutez, écoutez.) Je fis dresser une autre pétition, de laquelle cette clause était retranchée, et je la convoquai une assemblée publique pour l'adopter. Si l'on s'en souvient, le pays se trouvait alors dans un grand découragement. Aussi, à cette assemblée nous ne nous trouvâmes que trois ou quatre personnes présentes. Je convoquai une seconde assemblée, qui ne fut pas plus nombreuse ; je me trouvai seul avec deux ou trois amis et le propriétaire de la salle où nous étions assemblés. Je vis alors que beaucoup de per-

sonnes étaient prêtes à accepter l'Union, afin de se débarrasser de la législation exceptionnelle du Conseil Spécial ; et beaucoup d'autres désiraient voir cesser cette agitation dont on venait de reconnaître les résultats. Maintenant, je le demande à l'hon. membre, pourquoi dans son adresse aux comités de St. Maurice et de Huntingdon, n'a-t-il pas parlé de toutes ces prétendues fautes qu'il ne reproche ? C'est que l'hon. membre pensait que ça ne pouvait pas servir sa politique. Quant à moi, je n'hésite pas à le dire, si je croyais avoir commis seulement la centième partie des fautes que m'impute l'hon. membre, je quitterais de suite cette Chambre, et je n'oserais jamais me présenter de nouveau devant mes compatriotes. Mais au lieu de tous ces maux que suppose l'hon. membre, les Canadiens se trouvent aujourd'hui de beaucoup plus forts qu'en 1837, alors que la législature n'exerçait aucun pouvoir au-delà de l'enceinte où elle tenait ses séances, et que les Canadiens-Français étaient proscrits des emplois publics. Il me peine à avoir à revenir sur toutes ces choses passées, mais la faute en est à un autre que moi. Et maintenant, que l'hon. membre pour St. Maurice me regarde en face, qu'il mette la main à cet endroit où il doit supposer qu'il a quelque chose comme une conscience, et qu'il dise devant cette Chambre et le pays par quel acte je me suis attiré de sa part le titre d'homme vénal ?

L'hon. M. Lafontaine s'assied au milieu des applaudissements de toute la Chambre ; la séance est suspendue pendant quelques instants.

L'hon. L. M. Viger prend ensuite la parole, et se lève du reproche que lui a fait M. Papineau, d'avoir accepté la place de receveur-général pendant qu'il était président de la banque du Peuple. Il fait voir qu'il a résigné deux fois cette dernière situation, mais que les directeurs de la banque l'ont forcé à la garder ; il n'a jamais reçu un seul sou pour cet emploi, et il y a encore entre lui et les directeurs des négociations pour savoir s'ils accepteraient ou non sa résignation qu'il a offerte de nouveau.

Après M. Viger, M. le Dr. Davignon prend la parole, pour répondre à une accusation personnelle faite contre lui par M. Papineau, à qui il réplique d'une manière triomphante, et termine en disant qu'en 1841, il avait protesté contre l'Union ; mais que depuis, en en étudiant les résultats, il devait avouer que cet acte avait fait au Bas-Canada moins de mal qu'on n'en attendait. [Nous regrettons de ne pouvoir, faute de notes, donner en entier les judicieuses remarques de l'hon. membre.]

M. McConnell prit ensuite la parole, et fut suivi de l'hon. M. Hincks qui avec son talent ordinaire, vengea le ministère des attaques de quelques membres de l'opposition. Le col. Prince prit alors la parole ; puis M. Scott (de Deux Montagnes), fit quelques remarques au sujet du Conseil Législatif, du bill d'éducation et de celui des municipalités, et termina par dire qu'il donnerait au ministère un franc coup d'épée (*fair trial*). C'est après M. Scott, que le Dr. Nelson prit la parole, et fit passer, un jour quart d'heure à M. L. J. Papineau, au sujet des événements de 1837, et surtout de l'affaire de St. Denis. C'est à cette occasion que l'honorable membre, s'adressant à l'hon. L. J. Papineau, lui demanda si, en présence de Dieu, il pouvait affirmer que lui (le Dr. Nelson) avait eu une conversation avec le neveu de M. Papineau, le jour où se livrait le combat de St. Denis. Ce dernier n'osant pas répondre affirmativement, les deux honorables se mirent à échanger entre eux les mots de *menace* et de *mensonge* et la chambre fit cesser le débat sur cette question. Après quoi le Dr. Nelson fit une revue générale des différents paragraphes de la réponse à la harangue du Trône, et en passant dit à l'hon. membre de St. Maurice de profiter de cette session pour proposer une seule mesure utile à ses compatriotes ; car il (M. Papineau) était encore à faire voir sa capacité en cette matière.

Les honorables MM. Bonlton et Cayley s'adressèrent ensuite assez longuement à la Chambre ; après quoi l'hon. M. Papineau reprit la parole pour deux heures et demi. Nous n'entreprendrions pas de rapporter tout au long ce discours ; c'est chose qu'il nous est impossible, vu les nombreuses et importantes mesures que nous devons faire connaître à nos lecteurs. Qu'il nous suffise de dire que l'hon. membre a fait une seconde édition du discours, dont nous avons donné les traits principaux vendredi dernier. Il a répété que le ministère ne vaut pas plus que le conseil spécial de Sydenham et peut-être moins ; car, selon lui, les ministres ont changé de principes. Puis l'hon. membre a renouvelé ses insinuations et ses attaques contre la presse libérale, ayant bien soin cependant de ne nommer aucun journal en particulier ; il paraît que la légion rouge a profité pour cette fois. Après cela, l'hon. membre a ramené sur le tapis le sujet de la représentation ; et a accusé l'hon. M. Lafontaine de ne connaître ni la loi parlementaire ni la loi anglaise. "Les ministres, a-t-il ajouté, n'auraient pas été élus, s'ils avaient avoué sur les hustings qu'ils appuieraient l'Acte d'Union. L'hon. membre se prend pas garde que que M. Lafontaine a dit qu'il n'avait voulu tirer parti de l'Union que pour sauver le pays, et l'empêcher de tomber à jamais aux mains d'hommes ennemis de ses vrais intérêts. Il oublie nul doute, l'hon. membre, que ce que M. Lafontaine dit en Chambre, il l'a dit partout ailleurs ; il oublie encore que dans son discours l'hon. Lafontaine lui a porté le défi suivant : "qu'il était prêt à le rencontrer quand et où il le voudrait devant nos compatriotes ? Neanmoins l'hon. M. Papineau n'en veut rien croire, il s'est convaincu "que les ministres ont trompé leurs comités ; vis ont été de sophismes." Quant au discours du Trône, c'est une copie du discours des autres années ; ce sont des discours stéréotypés. M. Papineau eût mieux fait de dire que ses propres discours sont stéréotypés, il se serait beaucoup moins trompé. "Pour les juges, ajoute l'hon. monsieur, je préfère de beaucoup la conduite du ci-devant ministère à celle du ministère actuel." Ici l'hon. membre s'aperçoit lui-même qu'il ne fait que répéter ce qu'il a dit la veille ; et pour se tirer de cette position un peu épineuse, M. Papineau informe le pays qu'il n'en agit ainsi, que "parce que les rapports de journaux rapportent trop vite pour qu'on puisse les croire." Merri du compliment. L'hon. membre aurait encore mieux fait de dire qu'il parle trop longuement et qu'il se plaint de trop de maux imaginaires pour que le pays puisse un instant supposer que l'orateur a raison. Qu'importe, il est décidé qu'on parlera deux heures et demi, il faut parler. Mais on a fini de parler des maux du pays. Ça ne fait rien ; parlons des pays étrangers ; le monde est grand ; pourquoi se concentrer dans le Canada ? Là-dessus M. Papineau prend son vol vers la Prusse ; il passe ensuite en Autriche ; puis il prend le bateau à vapeur et s'en revient en Amérique, faire une excursion aux Etats-Unis. L'hon. membre aurait bien envie de s'en revenir en Canada ; mais ses deux heures et demi ne sont pas écoulées, et il a beau tirer son sujet en tous sens, force lui est d'aller voyager encore un peu. Il ira donc en Angleterre ; il fera l'éloge de la révolution, il exaltera Cromwell jusqu'aux nues, et finira par dire que depuis que la famille régnante est sur le trône d'Angleterre, ce pays-

là a perdu ses libertés. L'hon. membre voit approcher le terme de ses deux heures et demi ; il revient donc en toute hâte au Canada, où il ne croit pouvoir mieux faire que de faire l'éloge d'un homme qui l'a combattu toute sa vie, et qui le combat encore, quoi qu'il lui donne quelques louanges par rapport à son éloquence et sa persistance. Le secret de cette conduite est facile à trouver ; ces deux adversaires, quoi qu'ayant des *views* ou principes différents, ont un même but, la chute du ministère actuel. C'est tout naturel qu'ils se soutiennent mutuellement ; mais comme on n'est pas que deux, il faudra faire une petite concession. C'est ce qui fera dire à M. Papineau à la fin de ce second discours, que si le Haut-Canada vient plus tard à avoir une population plus grande que celle du Bas-Canada, il aura droit à plus de représentants. Nous donnons cette phrase en entier pour que le Bas-Canada comprenne encore une fois quel sort M. Papineau lui réserverait s'il en avait les destinées entre ses mains. Nous donnerons dans notre prochaine feuille les débats qui ont eu lieu le troisième jour, n'ayant pas de place aujourd'hui.

AFFAIRES DE ROUTINE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE JEUDI 25 — Cinquante-sept pétitions ont été présentées et mises sur la table. — Pétitions reçues et lues : — Deux Pétitions de L. E. Brown, Eer., et autres, des Paroisses Ste. Martine et St. Clément, dans le Comté de Beauharnais, et au Rév. E. H. Blyth et autres, de la Paroisse de Ste. Martine de Beauharnais, demandant que M. A. Primeau, A. A. Trotter et autres soient autorisés à construire un Chemin de madiers et un Pont dans ce Comté, et à en percevoir les péages. De Alexis Rivard et autres, du Comté de Rimouski, demandant que cette partie d'un Comté soit constituée en District séparé et ayant pour chef-lieu de District la Paroisse de St. Germain, qu'il soit construit une Maison de Donnes et un Havre dans la dite Paroisse, et que le prix des terres de la Couronne soit réduit. De James Blackburn, et autres, du Comté des Outaouais, demandant la révoation des lois de Navigation. De Joseph Almond et autres, dans le Comté des Outaouais, demandant que les obstacles que le commerce de bois rencontre par suite des ponts construits au Sault-au-Recullet sur la Rivière des Prairies soient levés. De Charles Symmes et autres, du Comté des Outaouais, demandant que l'Acte des Ecoles soit amendé ; De J. Wadsworth, du Comté des Outaouais, et autres, résidant sur la Rivière des Outaouais et ses Tributaires, demandant la remise des droits sur le laud de la première qualité, importé pour la consommation des personnes qui sont employées au commerce de bois ; De Frédéric Tremblay et autres, de la Paroisse de la Baie St. Paul, Comté du Saguenay, demandant une indemnité pour les pertes éprouvées dans la construction d'un chemin entre cette Paroisse et St. Joachim ; Du Rév. François Bourlier et autres, de la Paroisse St. Ambroise de la Jeune Lorette, District de Québec, demandant une aide pour un chemin depuis le Lac St. Jean jusqu'à Chirovini ou le Grand Brûlé ; De Alfred Henri-cha et autres, de la Gôte St. Paul, dans la Paroisse de Montréal, se plaignant du danger dans lequel mettent leurs propriétés les feux des Bateaux-A-Vapeur qui passent dans le Canal Lachine ; De François Desautels dit Jérôme, de la Cité de Montréal, demandant de l'assistance en considération de son grand âge, etc. — De J. O. Alfred Turgeon-Eer., et autres, des Comtés de Terrebonne et de L'Assomption demandant des améliorations dans la navigation de la Rivière Jésus entre Terrebonne et le St. Laurent ; Du Conseil Municipal de la Municipalité de St. Hyacinthe, demandant l'abolition de la Tenure Seignioriale — la révoation des Lois de Navigation — une aide en faveur du Chemin de Fer de Portland, — le paiement des pertes occasionnées par la Rébellion — l'établissement de fermes-modèles — l'amendement de l'Acte des Municipalités, — de l'aide pour le Séminaire de St. Hyacinthe — et que la pratique des Cours de Circuit soit rendue uniforme ; De E. Couillard Després, Eer., Arpenteur, demandant à être indemnisé de la perte qu'il a soufferte dans la construction de la Prison et Salle d'Audience de St. Hyacinthe ; De F. P. W. Dorion et autres, membres de l'Institut Canadien de Montréal, demandant un Acte d'incorporation ; De Daniel McCallum, de la Seigneurie de Fouchault, Comté de Rouville, franc-tenancier, demandant à être indemnisé de la perte de sa propriété détruite par des incendiaires publics en 1843 ; De M. Townsend et autres, directeurs de l'Académie de Clarenceville, Comté de Rouville, demandant que l'aide qu'ils reçoivent soit augmentée ; De Alexandre Louis Gouin et autres, Conseillers Municipaux de la Municipalité de Yamaska, demandant l'abolition des tenures en fief et censive. — Sur motion de M. Thompson, ordonné que les Etats annuels des affaires des différentes Banques et Assurances soient mis sur la table. — Sur motion de l'hon. M. Sherwood, la Chambre vote une Adresse demandant "toute la Correspondance échangée entre le Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Colonies et Son Excellence" ce, concernant la révocation ou modification des Lois en l'Usure, et tous les autres documents relatifs à ce sujet "qui peuvent se trouver en la possession du Gouvernement." L'hon. M. Hincks présente la Réponse à une Adresse du 22 du courant, demandant "Copie de toute Correspondance entre le Gouvernement Impérial et le Gouvernement Provincial, relativement à l'abolition projetée des restrictions imposées par des Actes Impériaux sur le Commerce de cette Province." — Ordonné qu'il en soit imprimé 500 exemplaires. (Nous avons donné vendredi les autres votes et délibérations de cette séance.)

VENSDI, 26. — M. l'Orateur met devant la Chambre le rapport des obligations et cautionnements enregistrés par le Régistrateur depuis le 24 février, 1849. Et aussi les comptes des commissaires des chemins à barrières de Montréal, depuis le 1^{er} mars jusqu'au 30 novembre, 1848. — Vingt-quatre Pétition ont été présentées et mises sur la table. Pétitions reçues et lues : De Florian Valleraud et autres, greffiers des ci-devant conseils municipaux du Bas-Canada, demandant le paiement de réclamations qu'ils ont contre les dits conseils ; Du Rév. L. Proulx et autres, du township de Tring, dans le comté de Mégantic, demandant que le chemin de Lambton qui traverse le dit township soit achevé ; Du Rév. F. X. Collé et autres, du comté de Champlain, demandant que la somme arrondie pour la construction d'un pont sur la Rivière Champlain soit employée à en faire deux ; De John Gordon et autres, actionnaires dans la Compagnie d'Entrepôt de Québec, demandant un acte d'incorporation ; — Du Conseil Municipal de Trois-Rivières, demandant le contrôle sur la commune de cette ville ; De B. Marquette et autres, président, officiers et membres de l'Association des Instituteurs du district de Québec, demandant un acte d'incorporation ; De Patrick Noonan et autres, des paroisses de St. Giles, St. Sylvestre, demandant l'union municipale de ces paroisses ; De Charles Cazeau et autres, inspecteurs de bois du district de Québec, demandant des